



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 28 mars 2024
Délibération n°DCC2024_051

Objet	Dispositif Bien Vivre Partout en Bretagne 2023-2025
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Affaires générales

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le dispositif Bien Vivre Partout en Bretagne est l'une des déclinaisons opérationnelles de l'engagement de la Région Bretagne pour la cohésion des territoires inscrit dans le prolongement de la Breizh COP autour des valeurs de proximité, de sobriété et de solidarité.

L'expérimentation du dispositif

Il a permis en 2021 et 2022 d'expérimenter un cadre renouvelé d'accompagnement des projets d'aménagement des territoires.

La diversité et la qualité des quelques 1500 projets présentés a montré le volontarisme et le dynamisme des porteurs de projets.

Doté de 36M€ annuellement, enveloppe répartie entre chaque territoire intercommunal, en fonction du nombre d'habitants, de leurs capacités de développement, ce dispositif a permis de retenir en partenariat étroit avec les EPCI près de 800 projets. Avec près de la moitié des projets s'inscrivant dans le champ des services, et plus des trois quarts des subventions orientées au bénéfice des communes.

L'ambition qu'il portait en termes notamment de sobriété foncière, énergétique et d'exemplarité du bâti a favorisé la créativité des projets et leur contribution à la mobilisation collective en faveur des transitions.

Un dispositif conforté

La Région Bretagne propose désormais de poursuivre et de conforter ce soutien en l'inscrivant dans un cadre de plus long terme pour offrir de la visibilité aux territoires, en favorisant l'effet levier du soutien régional et en réaffirmant l'ambition en matière de transitions.

Chaque convention intercommunale se voit dotée d'une enveloppe prévisionnelle calculée sur la base des montants annuels de Bien Vivre 2021(c'est- à-dire, trois fois le montant annuel auquel s'ajouteront les reliquats des crédits non mobilisés en 2021 et 2022). C'est ainsi un montant total de 108 M€ qui est dédié à ces conventions. Ces moyens seront mis au service des objectifs partagés entre la Région et le territoire.

Dans la continuité du dispositif déployé en 2021 et 2022, les conventions Bien Vivre partout en Bretagne répondent prioritairement à trois objectifs majeurs :

- Accélérer les transitions et favoriser l'adaptation au changement climatique
- Adapter l'offre de logement et améliorer l'habitat
- Améliorer l'accès aux services de proximité

En complément de ces 3 axes la Région peut accompagner un ou plusieurs projets faisant l'objet d'un engagement volontariste des territoires concernés ; en effet les expérimentations 2021 et 2022 ont fait ressortir le besoin de soutenir des projets rayonnant plus largement au-delà du périmètre territorial.

Le projet de convention avec le Pays de Landerneau-Daoulas

La phase de négociation et d'arbitrage qui s'est conclue par la réunion du 23 janvier 2024 (maires, Vice-Présidente Région Bretagne, Bureau communautaire) a permis d'arrêter une liste de projets que la région s'engage à soutenir, dans la limite de l'enveloppe de 1 672 571 € dédiée au Pays de Landerneau-Daoulas (reliquats 2021 et 2022 inclus).

Principes de sélection retenus

Compte tenu du grand nombre de projets remontés par le Pays de Landerneau-Daoulas (une quarantaine) et d'une forte sollicitation de l'enveloppe (plus de 3 fois le montant alloué au territoire) l'EPCI dans le cadre de la préparation de la convention de partenariat a proposé des montants plafonds et taux spécifiques pour certains types de projets concernant beaucoup de communes :

- Taux de 12% pour les projets de pistes cyclables / liaisons douces
- Montant plafond de 100 000€ pour les salles de sport et polyvalentes - Le projet de Trémaouézan, reporté de 2022 sur 2023-2025, conserve le montant obtenu en 2022 de 108 000€.
- Taux harmonisé pour les autres projets.

Pour tenir dans l'enveloppe et moins baisser les taux d'aide, la proposition complémentaire de la Région Bretagne de fixer le plafond d'aide à 150 000€ (sauf pour les projets d'intérêt communautaire) a été acceptée par l'EPCI.

Suite à l'examen des projets, d'autres arbitrages ont également été proposés pour des projets avec avis réservé/moins prioritaires au regard des orientations régionales :

- Plouédern : retenir le projet de construction de la salle de sport, en extension de la salle de tennis existante, à cheval sur une parcelle consommée au MOS et une parcelle non consommée, avec la prise en compte d'une compensation renaturation sur le territoire (avec le projet de renaturation de St Thonan). Le projet de salle des aînés n'est pas retenu car il n'entre pas dans les orientations régionales en étant dédié à un public senior.
- Landerneau : choix de ne retenir que 3 projets sur les 4 projets portés par Landerneau dans la proposition, celui de la médiathèque répondant moins aux priorités régionales (priorité aux rénovations énergétiques globales plutôt qu'aux projets de réaménagement intérieurs), en basculant le montant de subvention fléché sur le projet le plus coûteux, ce qui permet également un effet levier plus important.
- CAPLD : dans la même logique, choix de ne retenir que 2 projets sur les 3 portés par l'EPCI, le projet de réaménagement de la Maison des services publics s'inscrivant également moins dans les orientations prioritaires régionales, le montant qui aurait été fléché sur ce projet est basculé sur le projet de la salle de sport communautaire de Coat Mez.

La liste des projets figurant dans la convention pourront bénéficier d'un soutien régional sous réserve du respect des critères de recevabilité communs à l'ensemble des projets (sobriété foncière, performance énergétique et environnementale, respect de la ressource en eau) et des critères spécifiques au type de projets le cas échéant.

Au total le bureau communautaire du 20 février a donné un avis favorable sur la maquette financière telle qu'elle résulte des projets qui figurent dans la convention annexée.

La dotation financière régionale de 1 672 571 € se décline de la façon suivante :

	Montant financier	%
<i>Axe 1 : transitions</i>	356 359 €	21%
<i>Axe 2 : habitat</i>	24 000 €	1%
<i>Axe 3 : services de proximité</i>	1 253 636 €	75%
<i>Projet à rayonnement</i>	0 €	-
<i>Projets au fil de l'eau</i>	38 576 €	2%
TOTAL	1 672 571 €	100%

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 14 mars 2024
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 20 février 2024

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les termes de la convention de partenariat de la Région Bretagne relative au dispositif Bien vivre partout en Bretagne 2023-2025

Article 2 : autorise le président à signer la convention de partenariat.